

73.01.08 Alter'NA II - investissements portés par des agriculteurs (dans le cadre d'un instrument financier)

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Investissement - Instrument financier
Base réglementaire : article du PSN	Article 73
Intitulé dispositif régional NAQ	Alter'NA II - Investissements portés par des agriculteurs
Indicateurs de résultats associés	R.9 Modernisation des exploitations : nombre de bénéficiaires recevant une aide à l'investissement pour restructuration- modernisation
Indicateurs de réalisation associés	O.20 Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements productifs dans les exploitations au titre du Feader
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Conformément aux préconisations de l'évaluation ex ante finalisée en mai 2022, la Région a souhaité reconduire dans le cadre du FEADER 23-27 sa garantie publique dénommée «Alter'NA II» avec pour objectif principal d'améliorer l'accès au financement pour les nouveaux investissements créateurs de valeur ajoutée et qui augmentent la résilience des exploitations.</p> <p>Le fonds de garantie proposé s'articule autour de deux axes stratégiques principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'installation et la transmission des exploitations agricoles par des agriculteurs s'inscrivant dans un dispositif d'aide à l'installation engagés dans la transition ; - Stimuler les investissements productifs et de diversification agricole et non agricole des agriculteurs et entreprises agroalimentaires et forestières, engagés dans des pratiques durables et favoriser leurs débouchés. <p>Le dispositif 73.01.08 cible les porteurs de projets agriculteurs tels que définis plus bas, dans le cadre d'une installation qui s'inscrit dans un parcours accompagné, ainsi que les projets de transition des exploitations agricoles en production animale ou végétale (dont serres). Sont également ciblés les projets de diversification agricole (nouvelles productions, transformation/commercialisation) et non agricole (agritourisme et loisirs, énergie renouvelable dont micro-méthanisation).</p> <p>Dans le secteur de l'élevage, il s'agit notamment de soutenir les investissements de modernisation des outils de production, l'intégration de l'innovation technologique et organisationnelle, les investissements permettant la diminution de la consommation énergétique, liés à la gestion des effluents d'élevage, les investissements favorisant l'installation agricole ou encore la transmission des exploitations, les investissements permettant d'améliorer les conditions de travail, les conditions de vie, d'hygiène et le</p>

	<p>bien-être des animaux.</p> <p>Dans le secteur de la production végétale, il s'agit notamment de soutenir les investissements relatifs à la réduction des pollutions par les pesticides et fertilisants ; l'optimisation de la consommation d'intrants ; la réduction des prélèvements sur la ressource en eau ; la gestion efficiente des effluents ; ainsi que les investissements spécifiques de la filière Agriculture Biologique. L'accompagnement du développement de la production de fruits et légumes sous serres est également visé avec des modèles de production limitant les intrants et la consommation énergétique, et le développement de l'arboriculture en lien avec des projets de diversification d'activités et création de nouvelles filières s'inscrivant dans la transition agroécologique et dans des stratégies amont-aval.</p> <p>Le fonds vise également à soutenir les investissements collectifs portés par des CUMA (Coopératives d'Utilisation de Matériels Agricoles) ou par des groupes d'agriculteurs, leur permettant de réduire leurs charges de mécanisation notamment et d'accéder à du matériel plus performant d'un point de vue environnemental et économique.</p> <p>Il s'agit aussi de soutenir la transformation-commercialisation par les agriculteurs ou leurs groupements par un soutien renforcé aux investissements améliorant la performance économique, sociale et environnementale des agriculteurs et la création de valeur ajoutée.</p> <p>Enfin, pourront être accompagnés les projets de diversification non agricole des exploitations par un soutien renforcé aux projets suivants : agritourisme et accueil à la ferme, investissements de production d'énergie renouvelable en autoconsommation, notamment la microméthanisation, le photovoltaïque, l'éolien.</p> <p>L'instrument financier fournit aux institutions financières partenaires une protection contre les pertes grâce à une garantie gratuite plafonnée à 80% du prêt octroyé, jusqu'à un montant maximum (plafonné) au niveau du portefeuille. En échange de la garantie, les institutions financières s'engagent à constituer un portefeuille de nouveaux prêts et à transférer le bénéfice de la garantie aux bénéficiaires finaux par le biais d'une réduction des taux d'intérêt et des exigences de garanties personnelles et/ou de nantissement ainsi que de l'allongement de la durée des prêts. Il doit aussi permettre de soutenir des projets plus risqués ou des bénéficiaires sans historique de crédits.</p> <p>Un montant total de 34 M€ est alloué au fonds Alter'NA II , réparti entre le FEADER au titre des interventions 73.01.08 et 73.03.02 pour un montant de 20,40 M€ et un cofinancement de la Région pour un montant de 13,6 M€.</p>
--	--

	Il sera mis en œuvre à partir de 2024 sur la base d'un nouvel appel à manifestation d'intérêt pour la sélection des institutions financières partenaires et d'un nouvel accord de financement. Comme pour la précédente programmation, la gestion du fonds sera confiée au Fonds Européen d'Investissement (FEI).
Date indicative de démarrage du dispositif	2024
Bénéficiaires éligibles	<p>Les bénéficiaires finaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les exploitations agricoles (agriculteurs actifs personnes physiques ou personnes morales et candidats à l'installation) ; - Les groupements d'agriculteurs personnes morales, (SARL, CUMA, associations, coopératives, etc.) dont à minima 50% du capital est détenu par une société à objet agricole ou des personnes physiques exploitants agricoles ou dont à minima 50% des adhérents sont des sociétés à objet agricole ou des personnes physiques exploitants agricoles; - Les établissements de développement agricole, d'enseignement agricole et de recherche qui : <ul style="list-style-type: none"> o détiennent une exploitation agricole, et o exercent réellement une activité agricole ;
Conditions d'éligibilité	<p>Pour les bénéficiaires finaux ne s'inscrivant pas dans un dispositif d'aide à l'installation (DJA, DNJA, Prêt d'Honneur), les conditions d'éligibilité suivantes s'appliquent :</p> <p>D'une part, l'exploitation agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bénéficie de l'éco-régime de niveau supérieur ou spécifique à l'agriculture biologique au titre du 1^{er} pilier de la PAC ; ou - est certifiée ou en conversion en Agriculture Biologique sur les productions agricoles concernées par le projet ; ou - détient une certification Haute Valeur Environnementale (HVE). <p>Sont exonérés de cette première condition, les bénéficiaires sans surface agricole utile, ayant une activité qui repose sur l'apiculture, l'héliculture ou la myciculture, ou encore sur l'élevage en estive ou l'élevage sur parcours non déclarés à la PAC.</p> <p>et d'autre part, de manière cumulative, l'exploitation agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhère à un SIQO [Signes Officiels de la Qualité et de l'Origine] ;

	<p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhère à une démarche en filière courte : adhésion à une organisation collective en lien avec une activité de transformation et/ou de commercialisation de produits agricoles en circuit court et de proximité au moment de la demande de prêt (liste des organisations concernées établie par la Région)
Coûts éligibles	<p>Les investissements éligibles des bénéficiaires finaux concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des investissements dans des actifs corporels ou incorporels (comme par exemple : prestations de conseil, formations, prestation de maîtrise d'œuvre...), y compris la TVA. ; - Le matériel d'occasion ; - Le besoin en fonds de roulement. Ladite dépense admissible ne dépasse pas 30% du Montant Total du Projetet 200 000 € d'Equivalent Subvention Brut au cours des trois derniers exercices fiscaux ; <p>Les investissements ci-dessous ne sont éligibles que pour les Agriculteurs s'inscrivant dans un dispositif d'aide à l'installation (DJA, DNJA, Prêt d'Honneur) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Achat de foncier, dans la limite de 10% du montant total du prêt ; - Achat de parts sociales (y compris dans le contexte familial).
Inéligibilités	<p>Sont notamment inéligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les investissements dans l'irrigation à l'exception des matériels de pilotage de l'irrigation, de récupération d'eaux de pluie, compteurs, pompes et systèmes goutte à goutte en remplacement d'un système existant ; - Les investissements des projets de méthanisation (y compris pour l'autoconsommation) à l'exception des projets de microméthanisation (installations < 80 Kw) ; - Les investissements des projets d'énergie renouvelable dont l'énergie produite est revendue sur le marché ; - Les investissements dans des projets d'élevage canins, félins ou d'animaux de compagnie ; - Les centres équestres.
Eligibilité temporelle des dépenses	<p>Les financements aux bénéficiaires finaux doivent être nouvellement octroyés (pas de refinancement d'obligations/de prêts existants).</p>
Eligibilité géographique	<p>Les financements aux bénéficiaires finaux doivent bénéficier / être utilisés sur le territoire de la région, c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en cas de financement d'un investissement dont la localisation peut être déterminée sans ambiguïté : le lieu de l'investissement doit se situer sur le territoire de la région - en cas de financement d'un investissement dont la

	localisation ne peut pas être déterminée sans ambiguïté, ou tout autre type de financement (tel que le financement des Besoins en Fond de Roulement ou Actif Intangibles) : le siège ou un établissement actif du bénéficiaire final doit se situer sur le territoire de la région
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Les financements aux bénéficiaires finaux ne peuvent pas bénéficier d'un financement conjoint au titre des interventions sectorielles FEAGA/OCM pour le même objet.
Ligne de partage FESI	Absence de risque de double financement sur les autres fonds européens.
Principes de sélection	Sans objet
Fonctionnement du dispositif	Mise en œuvre par les intermédiaires financiers sélectionnés
Bonifications éventuelles	Non
Montants et taux maximum d'aide publique	Sur un même projet d'investissement, les subventions publiques octroyées au bénéficiaire final et l'aide publique sous forme de l'instrument financier, en cumul (le cas échéant), ne doivent pas dépasser la limite de 65% du Montant Total du Projet (pour la garantie prise en compte de l'Equivalent Subvention Brute - ESB).
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Instrument financier
Top up	Non
Co financeurs principaux/ponctuels	Région
Plancher (en dépenses éligibles)	Non
Plafonds (en dépenses éligibles)	Prêts sous-jacents plafonnés à 1 500 000 €
Modalités de versement	Définies par l'intermédiaire financier
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	Non
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	Sans objet
Règlementation aides d'Etat	<p>En grande majorité, les opérations relèvent de l'article 42 du TFUE.</p> <p>Toutefois, si le projet relève de la transformation d'un produit agricole en un produit non-agricole ou d'un projet agritouristique, l'opération tombe dans le champ d'application du règlement De Minimis.</p> <p>De ce fait, en plus de la vérification du respect du taux maximum d'aides publiques, il faudra aussi vérifier (sur base de déclarations du Bénéficiaire Final) que l'ESB de la Garantie ne dépasse pas le plafond du de minimis (actuellement d'un montant de 200 000€) cumulé (le cas échéant) avec les autres aides de minimis reçues par le bénéficiaire final au cours de l'exercice fiscal concerné et des deux exercices fiscaux précédents.</p>
Maintien des dépenses	Non